

s chances



Projet d'observatoire prospectif

Emploi, professionnalisation et formation
dans le secteur de la valorisation des
patrimoines par le tourisme et les loisirs
dans le Massif Central

Projet au 30 septembre 2007

Contact : source, Patrice Cayre, Caroline Engalenc et Isabelle Piat

E-Mail : observatoire@source.asso.fr et Tél. 04 73 98 69 59 et 04 73 98 13 16

Site Internet : www.equal-depart.fr et www.source.asso.fr





A - Caractéristiques générales

1 - Objectif du projet

Le patrimoine rural représente pour le Massif Central un levier essentiel dans la perspective de développer l'attractivité de son territoire. Rendre attractif le Massif Central c'est en particulier, permettre à de nouvelles populations de l'habiter, d'y travailler, et /ou d'en faire une destination touristique et/ou de loisirs.

Dans cette perspective, que ce soit la valorisation du patrimoine (culturel, naturel, économique), sa gestion, les activités induites comme le tourisme rural et les loisirs de proximité ou les services à la personne, le patrimoine rural du Massif Central est potentiellement porteur d'emplois et d'activités.

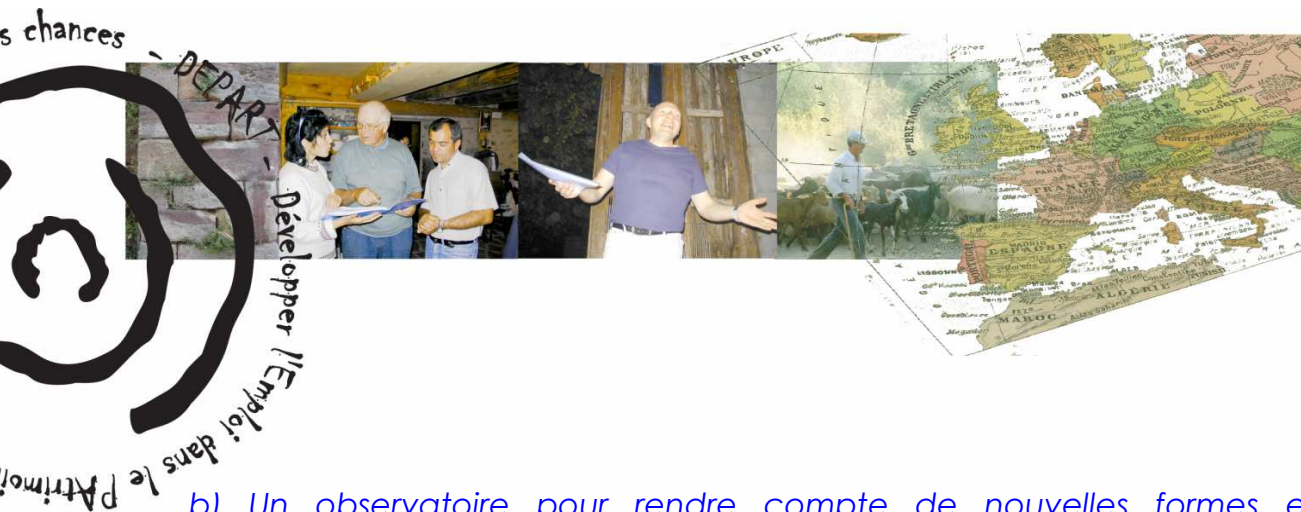
C'est dans cette perspective et autour de ces enjeux qu'a été conçu et mis en place un certain nombre d'actions du programme européen Equal DEPART¹ et que la présente proposition, souhaite prolonger : *concevoir et mettre en place un dispositif d'observation et d'analyse prospective de l'emploi et de la formation dans le secteur du patrimoine et du tourisme rural.*

2 - Un observatoire prospectif : les questions du travail dans le patrimoine et le tourisme rural

a) Des observatoires pour rendre compte des compétences et des qualifications

Aujourd'hui des observatoires de branches rendent compte des activités et de l'emploi, des compétences et des qualifications requises dans certains secteurs d'activités. Ces observatoires fournissent une photographie de l'état du travail dans ces secteurs. Mais ces données, bien qu'importantes et utiles, s'avèrent être insuffisantes dès lors que la question de l'emploi comme c'est le cas dans le patrimoine rural dépasse une logique de branches professionnelles et s'inscrit de façon structurante dans les dynamiques et gouvernances locales et territoriales. Dans ce cas, le pilotage de l'emploi devient un enjeu des niveaux de décisions locaux et requiert d'autres informations qu'un état des lieux quantitatifs du travail et de l'emploi.

¹ Equal Depart : consulter le site Internet www.equal-depart.source.asso.fr



b) Un observatoire pour rendre compte de nouvelles formes et des dynamiques du travail dans le patrimoine et le tourisme rural

Cette réalité du travail dans le patrimoine rural a déjà fait l'objet de quelques investigations². Il en ressort que si nous observons des dynamiques d'activités autour du patrimoine rural, qui peuvent mobiliser des associations, ailleurs des entrepreneurs, et en général des élus, ces activités, souvent multiples, restent peu visibles, souvent précaires, isolées et saisonnières, et trop souvent peu rémunératrices. Il s'agit moins de nouveaux métiers que de nouvelles formes du travail qui agencent des fonctions et des tâches qui peuvent être parfois nouvelles. Comment qualifier en effet ce technicien d'une communauté de commune qui est chargé de l'entretien de zones humides, de l'animation pêche et de l'entretien de matériels ? A quelle convention collective répond t-il ? Quel est en définitif son métier ?

Si l'étude statistique va rendre compte de l'émergence de certaines activités, elle ne rend pas compte des aspects plus qualitatifs et sociologiques de ces nouvelles formes de travail particulièrement importantes autour du patrimoine rural. Or l'enjeu est de taille parce que les collectivités territoriales nouvelles voient dans le patrimoine et le tourisme rural en particulier, une source d'emplois et un potentiel d'attractivité dont rendent compte la plupart des projets de territoires, SCOT ou CLD par exemple. A la fois enjeu, mais aussi résultat des décisions et des actions au niveau de nouvelles gouvernances locales, ces activités sont pour le territoire, structurantes. Et c'est dans cette perspective que le pilotage de ces emplois, qu'ils soient dépendants de la collectivité territoriale, du secteur privé ou du milieu associatif, devient aussi un outil stratégique.

c) de nouvelles formes de régulation sociale du travail

Ces nouvelles scènes de gouvernances locales sont aussi l'occasion d'éprouver de nouvelles formes de collaboration et de régulation sociale du travail qui sont assez éloignées des procédures et des partenariats institués. On y retrouve assez souvent pour le secteur professionnel du patrimoine et du tourisme rural en particulier, des regroupements d'employeurs par exemple et des organisations interprofessionnelles capables de produire des référents sur les modes d'exercice professionnel³.

2 Travaux du CEREQ

3 «recomposition de l'action publique et émergence de nouvelles scènes de négociation sociales ? L'exemple de la formation professionnelle. VIII congrès de l'association française de sciences politiques, Lyon. Sept 2005

P Méhaut E Verdier



En définitif si nous assistons à certains bouleversements dans le monde du travail, qui jouent sur les contours des métiers, ce sont aussi et surtout les espaces et les conditions de la négociation sociale pour la reconnaissance par et dans le travail qui changent, et sur lesquels toute politique de l'emploi se doit de s'interroger.

Notre projet ne se substitue pas aux observatoires de l'emploi existants. Notre ambition est ici de travailler avec eux et en complémentarité. Notre projet est d'expérimenter et de mettre en place un dispositif d'observation et d'analyse de ces formes de travail et leurs conditions d'émergence.

3 – Former, accompagner, oui... mais pour quels métiers dans le patrimoine rural ?

Si le patrimoine rural est souvent porteur de bien des espoirs d'emplois et d'activités, cet espoir ne tient qu'à la condition que la professionnalisation en cours dans ce secteur soit accompagnée. Et c'est là un des rôles de la formation professionnelle. Mais accompagner un processus en cours, « former » à des compétences, à des fonctions émergentes, qui ont encore du mal à se « dire » voir à exister suppose un redéploiement de la formation professionnelle vers ces nouvelles scènes de gouvernance locale.

Ces espaces qui se mettent en place avec les intercommunalités renouvellent l'action publique et font émerger de nouveaux entrepreneurs (acteurs privés, publics, et associatifs) des politiques publiques en matière de formation professionnelle⁴. Ce rapprochement du local n'est-il pas indispensable pour que la formation puisse gérer au mieux à la fois les transformations et les mobilités du travail ?

L'observatoire prospectif que nous voulons mettre en place souhaite repérer les façons dont la formation professionnelle se redéploie dans ces espaces et selon quels dispositifs pédagogiques. Pour cela, nous proposons d'abord d'analyser certaines actions en cours au sein des réseaux de l'enseignement professionnel avec lesquels nous collaborons en particulier dans le cadre du programme Equal. Nous proposons aussi d'accompagner certaines initiatives pédagogiques sur la base d'hypothèses de travail.

⁴ C'est le cas des communautés de communes par exemple sur l'emploi saisonnier comme le montre Méhaut et Verdier





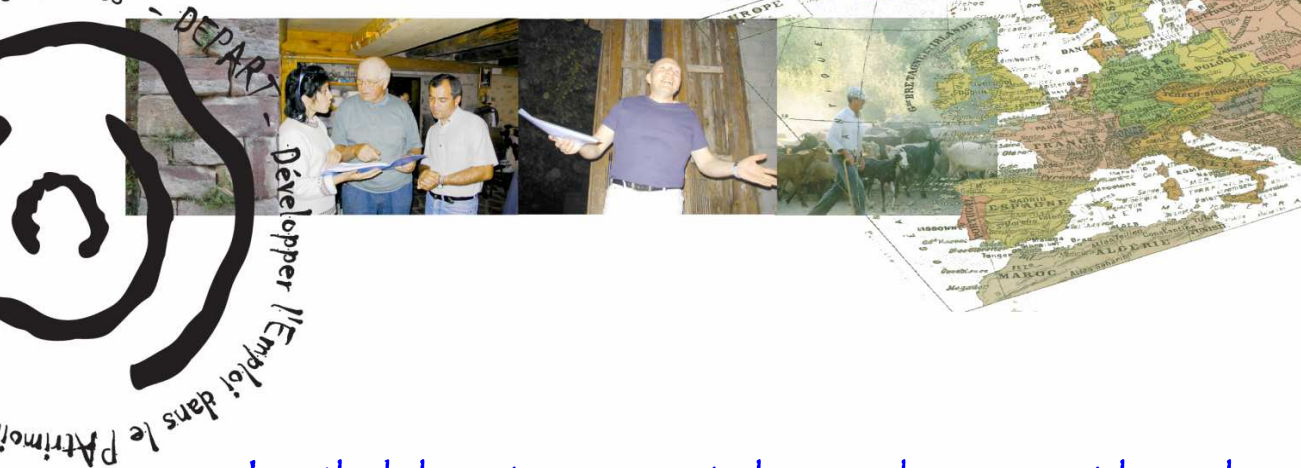
Notre projet vise à identifier et repérer, voir initier, sur des territoires d'expérimentations, un certain nombre de pistes et d'hypothèses de travail sur la façon dont la formation gère des dynamiques professionnelles. Il existe une multitude d'expériences en formation, souvent intuitées, souvent peu formelles. Non capitalisées, elles ne sont pas diffusées et restent malheureusement trop souvent confidentielles. Le projet de l'observatoire de l'emploi et de la formation est aussi d'éclairer ces actions, parfois de les susciter, et d'en rendre compte afin d'en assurer la promotion au sein d'un réseau qu'il aura charge de constituer et d'animer.

B - La question emploi formation dans le cas particulier de l'agriculture

1 - La question agricole : la place et le rôle de l'agriculture dans la gestion du patrimoine et l'accueil touristique

On ne peut appréhender la question du rural en ignorant le monde agricole largement sollicité à l'occasion de la mise en valeur du patrimoine rural voir de l'activité touristique en milieu rural. D'abord parce que la valorisation de certains patrimoines ruraux liés au foncier suppose l'action et la gestion par des agriculteurs (gestion pastorale dans les espaces naturels, gestion des haies et du paysage, etc.). Ensuite, parce que de nombreux nouveaux agriculteurs qui s'installent le plus souvent hors cadre, sont porteurs de projets agricoles de diversification avec de nouvelles activités périphériques autour de l'exploitation (comme les gîtes ruraux ou l'accueil à la ferme). Ces projets s'ils peuvent participer au maintien d'un tissu social agricole local, contribuent aussi à faciliter l'accueil des populations, et peuvent assurer un service de proximité souvent de qualité. Enfin parce que la demande des consommateurs, pour des produits de qualité, pour la gestion des paysages ou ailleurs de la biodiversité, se fait de plus en plus pressante, sur un territoire rural où l'agriculteur est devenu maintenant, très minoritaire.

De telles activités de diversification bouleversent moins les pratiques que les finalités de l'activité agricole ancrées dans une logique de production alimentaire. Sans les remettre en cause elles suggèrent aux agriculteurs d'élargir les registres de leurs actions.. Il ne s'agit pas pour nous de prétendre et d'imaginer que la diversification soit le seul modèle possible de (re)professionnalisation. Mais il s'agit d'imaginer qu'il pourrait exister plusieurs formes d'agriculture capable notamment de prendre en charge la valorisation et la gestion des patrimoines ruraux. Et tous ces changements ne vont pas de soi. C'est un des enjeux pour l'enseignement agricole que d'accompagner ces nouvelles formes de travail qui tendent à renouveler l'activité agricole contemporaine.



2 – Le rôle de l'enseignement agricole : nouvel espace social entre les mondes agricole et non agricole.

Ces nouvelles formes et finalités du travail en agriculture sont aujourd'hui l'objet de débats et de négociations, qui opèrent au cœur des lieux de gouvernances locales. Pourtant une certaine distance entre la sphère agricole et non agricole tend à altérer ce nécessaire débat autour du rôle et des fonctions de l'agriculture. N'est ce pas là un des enjeux pour l'enseignement agricole, que de devenir une des scènes d'un tel débat ? On voit certaines initiatives dans ce sens aujourd'hui dans certains établissements comme celui de Rodez par exemple, où le lycée organise un espace d'intermédiation entre acteurs locaux agricoles et non agricoles. Ces espaces participent à la construction et la diffusion de ce que pourrait être l'agriculture de demain.

L'observatoire prospectif des emplois et de la formation sur le patrimoine rural devra alors pouvoir rendre compte de la façon dont, sur ces espaces, l'enseignement agricole accompagne et se redéploie pour gérer les transformations et les modernisations que suggère la prise en charge par l'agriculture de la gestion et de la valorisation des patrimoines ruraux.

C – Un dispositif de recherche développement

Pour mettre en place cet observatoire prospectif nous souhaitons mobiliser des partenaires, de la formation professionnelle (Association pour la Formation des Ruraux aux Activités Touristique, Centre de Formation Pour la Promotion Agricole et lycée agricole du massif central, etc.), de la recherche (ENITAC, ENGREF, Université de Clermont et de Bordeaux (compétences spécifiques), ENESAD, CEREQ), et du développement (SPOT, Observatoires, associations partenaires d'EQUAL (fédération des écomusées, sites remarquables du goût, Union Nationale Etudes et Chantiers, Fédération des Parcs Naturels Régionaux), etc....)

D – L'objectif de la première année

La première année de ce projet est consacrée à un travail qui rassemblera un « noyau » de partenaires autour d'abord du repérage des territoires, des expériences et des initiatives à partir desquels nous concevrons le dispositif d'observation et d'analyse.

Ce travail s'organisera selon les principes d'une « conférence de consensus » qui organise ce travail de façon rigoureuse et permet de valoriser à travers les productions écrites les travaux de recherche et de développement. L'association en assurera l'animation.